

Rapport financier 2010 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Sherbrooke

Code géographique : 43027

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), François Poulette, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Sherbrooke pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-06-09 Signature _____

Dernière modification : 2011-06-20 11:21:31

Réservé au ministère

517 695 668	44 626 671	130 059 877	1,2323
-------------	------------	-------------	--------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	14
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	15
Charges par objets (1)	16
État consolidé des résultats	17
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	18
État consolidé de la situation financière	19
État consolidé des flux de trésorerie	20
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	21
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé consolidé	22
Avantages sociaux futurs consolidés	23
Endettement total net à long terme consolidé	24
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	25
Analyse des charges consolidées	26

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Sherbrooke

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ville de Sherbrooke et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Sherbrooke et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2010 ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sherbrooke inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

1

1. Comptable agréé auditeur permis no 8702

Sherbrooke

DATE 2011-06-09

Dernière modification : 2011-06-20 11:21:31

Réservé au ministère

517 695 668	44 626 671	130 059 877	1,2323
-------------	------------	-------------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Sherbrooke

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Ville de Sherbrooke et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Ville de Sherbrooke et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2010 ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL**Observations**

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que Ville de Sherbrooke inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Sherbrooke

DATE 2011-06-09

Dernière modification : 2011-06-20 11:21:31

Réservé au ministère

517 695 668	44 626 671	130 059 877	1,2323
-------------	------------	-------------	--------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	145 712 582	149 688 200	149 834 414			149 834 414
Paiements tenant lieu de taxes	2	18 573 741	18 747 300	19 308 267			19 308 267
Quotes-parts	3					13 535 692	473 177
Transferts	4	12 728 807	12 015 750	13 699 649		4 113 615	17 813 264
Services rendus	5	151 331 455	151 840 650	149 661 422		21 037 727	162 273 694
Imposition de droits	6	7 393 684	7 137 600	7 628 152			7 628 152
Amendes et pénalités	7	5 468 491	5 497 500	5 673 003			5 673 003
Intérêts	8	1 816 619	800 000	1 457 301		59 422	1 489 994
Autres revenus	9	(3 472 168)	1 840 000	1 391 144		3 015 185	4 406 329
	10	339 553 211	347 567 000	348 653 352		41 761 641	368 900 294
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	13 068 704	14 234 574	34 367 093		2 379 890	36 746 983
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	10 397 439		2 993 202			2 993 202
Autres	15	1 749 252	25 000	50 000			50 000
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	25 215 395	14 259 574	37 410 295		2 379 890	39 790 185
	18	364 768 606	361 826 574	386 063 647		44 141 531	408 690 479
Charges							
Administration générale	19	29 487 610	31 945 498	31 131 758	1 483 782		32 372 799
Sécurité publique	20	43 182 894	45 504 151	46 355 542	958 163		47 313 705
Transport	21	34 389 818	36 567 097	34 956 042	9 655 802	26 998 276	59 160 120
Hygiène du milieu	22	28 630 025	31 473 882	29 828 493	9 904 474	3 361 569	41 167 471
Santé et bien-être	23	2 726 232	1 808 000	1 970 903			1 970 903
Aménagement, urbanisme et développement	24	19 321 217	16 796 070	18 453 360	2 102 052	6 243 885	21 355 404
Loisirs et culture	25	27 138 357	29 355 952	27 802 965	2 023 688	4 395 300	32 797 682
Réseau d'électricité	26	107 450 145	107 679 600	105 709 261	4 784 157		110 493 418
Frais de financement	27	17 675 412	18 482 550	16 529 017		930 018	17 432 306
Amortissement des immobilisations	28	27 381 236	29 137 297	30 912 118	(30 912 118)		
	29	337 382 946	348 750 097	343 649 459		41 929 048	364 063 808
Excédent (déficit) de l'exercice	30	27 385 660	13 076 477	42 414 188		2 212 483	44 626 671

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	27 385 660		13 076 477		42 414 188	2 212 483	44 626 671
Moins: revenus d'investissement	2	(25 215 395 )	(	14 259 574 )	(	37 410 295)	(2 379 890)	(39 790 185)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	2 170 265		(1 183 097)		5 003 893	(167 407)	4 836 486
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	27 381 236		29 137 297		30 912 118	3 515 104	34 427 222
Produit de cession	5	4 447 605				287 364	30 530	317 894
(Gain) perte sur cession	6	4 136 918				(147 926)	(30 530)	(178 456)
Réduction de valeur	7							
	8	35 965 759		29 137 297		31 051 556	3 515 104	34 566 660
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9	526 500				17 423		17 423
Réduction de valeur	10	2 680 663				1 384 574		1 384 574
	11	3 207 163				1 401 997		1 401 997
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12						18 484	18 484
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15						18 484	18 484
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	8 704 212		6 720 000		8 068 871		8 068 871
Remboursement de la dette à long terme	17	(41 568 581 )	(	28 344 150 )	(	29 470 240)	(1 551 837)	(31 022 077)
	18	(32 864 369)		(21 624 150)		(21 401 369)	(1 551 837)	(22 953 206)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(5 266 085 )	(	3 418 600 )	(	3 771 282)	(590 751)	(4 362 033)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			6 818 600				
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21	5 122 821		(8 425 750)		(1 061 017)	1 721 248	660 231
Montant à pourvoir dans le futur	22	(1 398 782)		(1 304 300)		(1 486 294)	(172 061)	(1 658 355)
Financement des investissements en cours	23	840 680				1 876 035		1 876 035
	24	(701 366)		(6 330 050)		(4 442 558)	958 436	(3 484 122)
	25	5 607 187		1 183 097		6 609 626	2 940 187	9 549 813
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26	7 777 452				11 613 519	2 772 780	14 386 299

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Réalizations 2009		Budget 2010		Réalizations 2010	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	25 215 395	14 259 574	37 410 295	2 379 890	39 790 185
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(3 840 212)	(2 016 000)	(1 321 307)	()	(1 321 307)
Sécurité publique	3	(4 087 417)	(8 129 000)	(5 624 316)	()	(5 624 316)
Transport	4	(24 118 774)	(16 671 000)	(29 352 770)	(3 943 367)	(33 296 137)
Hygiène du milieu	5	(18 490 882)	(18 913 300)	(8 064 685)	(2 327 359)	(10 392 044)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(2 089 312)	(1 792 500)	(6 966 163)	(141 493)	(7 107 656)
Loisirs et culture	8	(7 900 904)	(6 146 000)	(22 343 693)	(15 137)	(22 358 830)
Réseau d'électricité	9	(13 004 916)	(12 931 500)	(12 945 041)	()	(12 945 041)
	10	(73 532 417)	(66 599 300)	(86 617 975)	(6 427 356)	(93 045 331)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	(2 680 663)	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	(259 289)	(259 289)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	18 846 057	41 539 726	16 558 893	1 610 098	18 168 991
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	5 266 085	3 418 600	3 771 282	590 751	4 362 033
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15			(208 436)		(208 436)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16	7 431 360	7 381 400	8 850 785	34 333	8 885 118
	17	12 697 445	10 800 000	12 413 631	625 084	13 038 715
	18	(44 669 578)	(14 259 574)	(57 645 451)	(4 451 463)	(62 096 914)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales						
	19	(19 454 183)		(20 235 156)	(2 071 573)	(22 306 729)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Réalizations 2009	Budget 2010	Réalizations 2010		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	27 385 660	13 076 477	42 414 188	2 212 483	44 626 671
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(73 532 417)	(66 599 300)	(86 617 975)	(6 427 356)	(93 045 331)
Produit de cession	3	4 447 605		287 364	30 530	317 894
Amortissement	4	27 381 236	29 137 297	30 912 118	3 515 104	34 427 222
(Gain) perte sur cession	5	4 136 918		(147 926)	(30 530)	(178 456)
Réduction de valeur	6					
	7	(37 566 658)	(37 462 003)	(55 566 419)	(2 912 252)	(58 478 671)
Variation des propriétés destinées à la revente	8	526 500		1 401 995		1 401 995
Variation des stocks de fournitures	9	(678 752)		(151 996)	(19 216)	(171 212)
Variation des autres actifs non financiers	10	142 804		(413 775)	(320 505)	(734 280)
	11	(9 448)		836 224	(339 721)	496 503
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(10 190 446)	(24 385 526)	(12 316 007)	(1 039 490)	(13 355 497)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(313 659 454)		(325 044 108)	(7 885 767)	(332 929 875)
Redressement aux exercices antérieurs	14	(1 194 208)				
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(314 853 662)		(325 044 108)	(7 885 767)	(332 929 875)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(325 044 108)		(337 360 115)	(8 925 257)	(346 285 372)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>2009</u>		<u>2010</u>		<u>2009</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé¹	Total consolidé
ACTIFS FINANCIERS						
Encaisse	1		240 000	5 775 443	6 015 443	7 484 989
Placements temporaires	2			4 050 826	4 050 826	155 979
Débiteurs (note 5)	3	85 220 254	103 112 084	11 802 480	113 912 718	94 838 020
Prêts (note 6)	4	152 900	152 900	185 291	338 191	322 342
Placements à long terme (note 7)	5	3 215 273	5 178 488	1 105 824	6 284 312	4 021 141
Participations dans des entreprises municipales	6					
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7					
Autres actifs financiers (note 9)	8					
	9	88 588 427	108 683 472	22 919 864	130 601 490	106 822 471
PASSIFS						
Découvert bancaire	10	3 591 159	3 249 948	31 278	3 281 226	3 591 159
Emprunts temporaires	11	48 000 000	93 000 000	2 863 091	95 863 091	49 613 547
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	64 660 200	72 444 759	4 499 372	76 665 500	67 546 431
Revenus reportés (note 11)	13	11 836 901	5 831 844	594 856	6 426 700	12 199 404
Dette à long terme (note 12)	14	249 024 725	234 479 786	21 382 975	255 139 546	268 190 706
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	36 519 550	37 037 250	2 473 549	39 510 799	38 611 099
	16	413 632 535	446 043 587	31 845 121	476 886 862	439 752 346
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(325 044 108)	(337 360 115)	(8 925 257)	(346 285 372)	(332 929 875)
ACTIFS NON FINANCIERS						
Immobilisations (note 13)	18	765 579 351	821 145 770	35 191 054	856 336 824	797 858 153
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	1 994 019	592 024		592 024	1 994 019
Stocks de fournitures	20	5 115 190	5 267 186	582 752	5 849 938	5 678 726
Autres actifs non financiers (note 15)	21	313 518	727 293	474 961	1 202 254	467 974
	22	773 002 078	827 732 273	36 248 767	863 981 040	805 998 872
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	9 892 308	15 293 563		15 293 563	9 892 308
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	17 037 545	20 202 161	8 818 961	29 021 122	24 835 695
Montant à pourvoir dans le futur	25	(52 072 240)	(50 585 946)	(1 718 100)	(52 304 046)	(53 962 401)
Financement des investissements en cours	26	(48 366 094)	(75 010 969)	(2 621 746)	(77 632 715)	(48 912 655)
Investissement net dans les éléments à long terme	27	521 466 451	580 473 349	22 844 395	603 317 744	541 216 050
	28	447 957 970	490 372 158	27 323 510	517 695 668	473 068 997

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Réalizations 2009		Réalizations 2010		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	27 385 660	42 414 188	2 212 483	44 626 671
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	27 381 236	30 912 118	3 515 104	34 427 222
Autres					
-(Gain) perte sur cession immo	3	4 136 918	(147 926)	(30 530)	(178 456)
-	4	-	-	-	-
	5	58 903 814	73 178 380	5 697 057	78 875 437
Variation nette des éléments hors caisse					
Placements temporaires de plus de trois mois	6				
Débiteurs	7	(6 851 463)	(17 891 830)	(1 389 382)	(19 002 581)
Autres placements à long terme	8	9 579 227	(1 963 215)	(75 000)	(2 038 215)
Autres actifs financiers	9				
Créditeurs et charges à payer	10	1 735 333	7 784 559	1 613 141	9 119 069
Revenus reportés	11	(211 077)	(6 005 057)	232 353	(5 772 704)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12	(4 520 450)	517 700	382 000	899 700
Propriétés destinées à la revente	13	526 500	1 401 995		1 401 995
Stocks de fournitures	14	(678 752)	(151 996)	(19 216)	(171 212)
Autres actifs non financiers	15	142 804	(413 775)	(320 505)	(734 280)
	16	58 625 936	56 456 761	6 120 448	62 577 209
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	17 (	73 532 417 ) (	86 617 975 ) (	6 427 356 ) (	93 045 331)
Produit de cession	18	4 447 605	287 364	30 530	317 894
	19	(69 084 812)	(86 330 611)	(6 396 826)	(92 727 437)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	20 (	) (	) (	259 289 ) (	259 289)
Remboursement ou cession	21			18 484	18 484
	22			(240 805)	(240 805)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	23 127 018	16 669 428	3 995 000	20 664 428
Remboursement de la dette à long terme	24 (	43 289 761 ) (	31 633 430 ) (	2 550 047 ) (	34 183 477)
Variation nette des emprunts temporaires	25	32 906 689	45 000 000	1 249 544	46 249 544
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	164 307	419 063	(23 291)	395 772
Autres	27				
-	28				
	29	12 908 253	30 455 061	2 671 206	33 126 267
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie					
	30	2 449 377	581 211	2 154 023	2 735 234
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice					
	31	(6 040 536)	(3 591 159)	7 640 968	4 049 809
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice ²					
	32	(3 591 159)	(3 009 948)	9 794 991	6 785 043

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		<u>Réalisations 2009</u>	<u>Budget 2010</u>	<u>Réalisations 2010</u>		
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	<u>Total</u>
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	<u>consolidé</u> ¹
Rémunération	1	82 254 142	84 436 900	86 850 422	14 863 986	101 714 408
Charges sociales	2	22 051 262	24 603 700	23 074 684	3 987 356	27 062 040
Biens et services	3	152 200 534	158 162 950	151 805 983	17 521 379	168 455 095
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	13 338 578	13 596 400	10 956 378	369 150	11 298 799
D'autres organismes municipaux	5	102 432		58 685		58 685
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	637 984	516 500	662 623	260 676	923 299
D'autres tiers	7		90 650		59 732	59 732
Autres frais de financement	8	3 596 418	4 279 000	4 851 331	240 460	5 091 791
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	12 334 900	12 960 600	12 968 714		
Autres	10	2 379 931	2 735 250	2 990 662		137 825
Autres organismes	11	15 434 653	15 759 800	14 739 958	1 045 908	10 991 714
Amortissement des immobilisations	12	27 381 236	29 137 297	30 912 118	3 515 104	34 427 222
Autres						
- Autres	13	5 670 876	2 471 050	3 777 901	65 297	3 843 198
-	14					
-	15					
	16	337 382 946	348 750 097	343 649 459	41 929 048	364 063 808

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1	149 688 200	149 834 414	145 712 582
Paiements tenant lieu de taxes	2	18 747 300	19 308 267	18 573 741
Quotes-parts	3		473 177	
Transferts	4	26 250 324	54 560 247	35 270 413
Services rendus	5	151 840 650	162 273 694	161 784 392
Imposition de droits	6	7 137 600	7 628 152	7 393 684
Amendes et pénalités	7	5 497 500	5 673 003	5 468 491
Intérêts	8	800 000	1 489 994	1 820 790
Autres revenus	9	1 865 000	7 449 531	11 563 538
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	361 826 574	408 690 479	387 587 631
Charges				
Administration générale	12	33 416 203	32 372 799	30 629 684
Sécurité publique	13	46 551 498	47 313 705	44 265 428
Transport	14	44 564 870	59 160 120	56 119 181
Hygiène du milieu	15	40 686 635	41 167 471	38 663 919
Santé et bien-être	16	1 808 000	1 970 903	2 726 232
Aménagement, urbanisme et développement	17	24 401 098	21 355 404	20 651 855
Loisirs et culture	18	31 159 643	32 797 682	30 655 360
Réseau d'électricité	19	107 679 600	110 493 418	111 754 236
Frais de financement	20	18 482 550	17 432 306	18 457 540
	21	348 750 097	364 063 808	353 923 435
Excédent (déficit) de l'exercice	22	13 076 477	44 626 671	33 664 196
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		473 068 997	439 404 801
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		473 068 997	439 404 801
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		517 695 668	473 068 997

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	13 076 477	44 626 671	33 664 196
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 ( ) (		93 045 331 ) (	80 488 698)
Produit de cession	3		317 894	4 450 805
Amortissement	4		34 427 222	30 559 700
(Gain) perte sur cession	5		(178 456)	4 203 374
Réduction de valeur	6			
	7		(58 478 671)	(41 274 819)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		1 401 995	526 500
Variation des stocks de fournitures	9		(171 212)	(674 413)
Variation des autres actifs non financiers	10		(734 280)	248 006
	11		496 503	100 093
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	13 076 477	(13 355 497)	(7 510 530)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(332 929 875)	(325 419 345)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(332 929 875)	(325 419 345)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(346 285 372)	(332 929 875)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	6 015 443	7 484 989
Placements temporaires	2	4 050 826	155 979
Débiteurs (note 5)	3	113 912 718	94 838 020
Prêts (note 6)	4	338 191	322 342
Placements à long terme (note 7)	5	6 284 312	4 021 141
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>130 601 490</u>	<u>106 822 471</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	3 281 226	3 591 159
Emprunts temporaires	11	95 863 091	49 613 547
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	76 665 500	67 546 431
Revenus reportés (note 11)	13	6 426 700	12 199 404
Dette à long terme (note 12)	14	255 139 546	268 190 706
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	39 510 799	38 611 099
	16	<u>476 886 862</u>	<u>439 752 346</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(346 285 372)</u>	<u>(332 929 875)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	856 336 824	797 858 153
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	592 024	1 994 019
Stocks de fournitures	20	5 849 938	5 678 726
Autres actifs non financiers (note 15)	21	1 202 254	467 974
	22	<u>863 981 040</u>	<u>805 998 872</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>517 695 668</u>	<u>473 068 997</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	44 626 671	33 664 196
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	34 427 222	30 559 700
Autres			
-(Gain) perte sur cession immo	3	(178 456)	4 203 374
-Baisse de valeur de prêt	4		20 000
	5	78 875 437	68 447 270
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	(19 002 581)	(7 997 631)
Autres placements à long terme	8	(2 038 215)	9 554 227
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	9 119 069	989 203
Revenus reportés	11	(5 772 704)	(666 484)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12	899 700	(4 191 450)
Propriétés destinées à la revente	13	1 401 995	526 500
Stocks de fournitures	14	(171 212)	(674 413)
Autres actifs non financiers	15	(734 280)	248 006
	16	62 577 209	66 235 228
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(93 045 331)	(80 488 698)
Produit de cession	18	317 894	4 450 805
	19	(92 727 437)	(76 037 893)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	(259 289)	(75 832)
Remboursement ou cession	21	18 484	18 641
	22	(240 805)	(57 191)
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	20 664 428	28 279 670
Remboursement de la dette à long terme	24	(34 183 477)	(45 595 642)
Variation nette des emprunts temporaires	25	46 249 544	32 180 149
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	395 772	167 764
Autres			
-	27		
-	28		
	29	33 126 267	15 031 941
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	2 735 234	5 172 085
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	4 049 809	(1 122 276)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	6 785 043	4 049 809

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

- Comité d'hygiène et d'aménagement des rivières Magog et Saint-François (CHARMES) - 100 %
- Société de transport de Sherbrooke - 100 %
- Animation centre-ville Sherbrooke - 100 %
- Corporation de développement du centre-ville de Sherbrooke - 100 %
- Sherbrooke, Cité des rivières - 100 %
- Sherbrooke, Innopole - 100 %
- Régie de tri et de récupération de la région sherbrookoise - 63,22%
- Régie intermunicipale du centre de valorisation des matières résiduelles du Haut-Saint-François et de Sherbrooke - 50 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;
- Les taxes et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;
- Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal;
- Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice et sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

C) Stocks

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

D) Immobilisations

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures : de 2,5 à 6,67 %
Réseau d'électricité : 2,5 %
Bâtiments : 2,5 %
Améliorations locatives : 6,67 %
Véhicules : de 5 % à 33 %
Ameublement et équipement de bureau : de 10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers : de 5 % à 10 %
Autres : de 5 % à 10 %

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, que les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités, ainsi qu'un maintien des avantages sociaux durant les périodes d'invalidité.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations, au prorata des services avec projections des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2010 selon la méthode de la valeur lissée sur une période de cinq ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010****G) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la Ville et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs :

- pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants; dans le cas des régimes non capitalisés, en vertu des mesures d'allègement, ce montant n'est pas amorti;

- pour les coûts liés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- à titre de mesure d'allègement pour la perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées sur la durée restante de la DMERCA à partir du 1er janvier 2009;

- à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés, ce montant n'est pas amorti.

- Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement :

- pour le passif constaté au 1er janvier 2007 sur une période de 25 ans.

H) Autres éléments**Placements et prêts**

Les placements temporaires, constitués de dépôts à terme et d'autres titres, sont présentés au coût ou à la juste valeur, selon le moins élevé des deux.

Les prêts sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement.

Les placements à long terme à titre d'investissement sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

Les placements à long terme à des fins de trésorerie sont présentés au plus faible du coût et de la juste valeur.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au coût ou à la valeur nette de réalisation, selon le moins élevé des deux. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

Frais reportés

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis sur la durée des emprunts correspondants.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La Ville assumera pour une période estimée à 25 ans les coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides qu'elle a exploitée. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des dépenses liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	3 355 799	3 118 231
Placements temporaires	2		
Placements à long terme	3	5 278 488	3 240 273

Note

5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	8 431 062	9 600 719
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	51 226 406	42 815 509
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	13 272 630	3 308 787
Organismes municipaux	8	640 678	696 644
Autres			
- Divers, droits de mutation	9	12 252 442	10 797 035
- Usagers réseaux d'électricité	10	28 089 500	27 619 326
	11	113 912 718	94 838 020

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	22 739 651	23 551 684
Organismes municipaux	13	640 627	696 644
Autres tiers	14	242 776	208 575
	15	23 623 054	24 456 903

Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	1 037 099	1 414 882
---------------------------------------------------------	----	-----------	-----------

Note

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Voir note	19	338 191	322 342
-	20		
	21	338 191	322 342

Note

Ligne 19

	2010	2009
Prêts - Fonds local d'investissement, 6,5 % à 8 % échéant jusqu'en 2014	171 492 \$	147 630 \$
Prêt à L'Estudiantine, Coopérative de solidarité en habitation, 5 %, échéant en 2011	152 900	152 900
Autres	13 799	21 812
	338 191	322 342

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010	2009
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	1 005 824	780 868
Autres placements	23	5 278 488	3 240 273
	24	6 284 312	4 021 141

Note

Les placements à titre d'investissement sont composés de participations dans les différents F.I.E.R. de la région.

Les autres placements à long terme sont affectés au fonds d'amortissement. Ils portent intérêt à des taux variant de 0,06 % à 7,75 %, et viennent à échéance de 2011 à 2014.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(33 331 799)	(32 658 099)
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(6 179 000)	(5 953 000)
	27	<u>(39 510 799)</u>	<u>(38 611 099)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	14 333 000	12 081 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	684 000	728 000
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32	207 761	180 232
	33	<u>15 224 761</u>	<u>12 989 232</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	39 801 626	37 266 693
Salaires et avantages sociaux	38	23 507 109	17 342 612
Dépôts et retenues de garantie	39	1 207 180	880 803
Provision pour contestations d'évaluation	40	132 744	7 492
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	6 798 725	7 044 365
Autres			
- Intérêts courus sur dette LT	42	3 576 751	4 085 170
- Autres	43	1 641 365	919 296
-	44		
-	45		
-	46		
	47	<u>76 665 500</u>	<u>67 546 431</u>

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48	1 618 288	1 799 651
Transferts	49	355 079	6 127 193
Autres			
- RRÉM et autres	50	1 398 361	1 176 355
- Usagers réseau d'électricité	51	3 054 972	3 096 205
	52	<u>6 426 700</u>	<u>12 199 404</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

						2010	2009
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,25	10,50	2011	2030	53	221 789 743	250 251 146
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	0,00	9,30	2011	2022	55	20 281 325	5 204 875
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,20	11,20	2011	2047	57	12 044 866	12 092 894
Autres	4,37	4,37	2014	2014	58	1 600 407	1 614 358
					59	255 716 341	269 163 273
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(576 795)	(972 567)
					61	255 139 546	268 190 706

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2010					
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres						
2011	62	5 813 180	70	28 903 856	78	653 908	87	1 632 738	95	37 003 682
2012	63	67 835	71	25 194 480	79	657 631	88	1 578 469	96	27 498 415
2013	64	70 490	72	24 774 456	80	626 391	89	1 239 553	97	26 710 890
2014	65	3 892 335	73	22 573 368	81	631 201	90	1 233 399	98	28 330 303
2015	66	76 243	74	18 736 280	82	639 722	91	1 204 917	99	20 657 162
2016 et +	67	429 581	75	91 257 639	83	25 280 584	92	14 992 656	100	131 960 460
	68	10 349 664	76	211 440 079	84	28 489 437	93	21 881 732	101	272 160 912
Intérêts et frais accessoires					85	(16 444 571)			102	(16 444 571)
	69	10 349 664	77	211 440 079	86	12 044 866	94	21 881 732	103	255 716 341

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	104	124 787 560	132	2 590 240	159	57 393 106	186	69 984 694	
Eaux usées	105	180 095 089	133	5 569 527	160	51 891 845	187	133 772 771	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	285 787 381	134	43 094 545	161	41 529 988	188	287 351 938	
Autres	107	68 870 756	135	8 351 245	162	(28 703 785)	189	105 925 786	
Réseau d'électricité	108	190 530 384	136	16 737 418	163	31 135 933	190	176 131 869	
Bâtiments	109	87 315 065	137	8 080 728	164	25 817	191	95 369 976	
Améliorations locatives	110	1 299 531	138	9 964	165	230 069	192	1 079 426	
Véhicules	111	55 666 594	139	5 243 884	166	5 398 686	193	55 511 792	
Ameublement et équipement de bureau	112	44 523 724	140	3 140 521	167	26 341 623	194	21 322 622	
Machinerie, outillage et équipement divers	113	76 336 226	141	2 049 675	168	5 869 526	195	72 516 375	
Terrains	114	21 248 726	142	1 405 704	169		196	22 654 430	
Autres	115	2 993 146	143	865 495	170	39 645	197	3 818 996	
	116	<u>1 139 454 182</u>	144	<u>97 138 946</u>	171	<u>191 152 453</u>	198	<u>1 045 440 675</u>	
Immobilisations en cours	117	<u>242 632 232</u>	145	<u>(4 093 615)</u>	172	<u>1 205 426</u>	199	<u>237 333 191</u>	
	118	<u>1 382 086 414</u>	146	<u>93 045 331</u>	173	<u>192 357 879</u>	200	<u>1 282 773 866</u>	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	119	35 163 496	147	1 746 336	174	5 174 256	201	31 735 576	
Eaux usées	120	62 374 352	148	3 343 591	175	8 695 595	202	57 022 348	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	151 758 688	149	8 163 990	176	52 876 303	203	107 046 375	
Autres	122	94 538 975	150	3 140 262	177	55 364 996	204	42 314 241	
Réseau d'électricité	123	86 813 478	151	4 784 157	178	31 135 936	205	60 461 699	
Bâtiments	124	33 625 481	152	2 469 694	179	25 819	206	36 069 356	
Améliorations locatives	125	833 852	153	70 518	180	230 068	207	674 302	
Véhicules	126	30 365 669	154	3 755 644	181	6 464 674	208	27 656 639	
Ameublement et équipement de bureau	127	36 763 434	155	2 107 610	182	26 341 623	209	12 529 421	
Machinerie, outillage et équipement divers	128	50 336 616	156	3 863 551	183	5 869 525	210	48 330 642	
Autres	129	1 654 220	157	981 869	184	39 646	211	2 596 443	
	130	<u>584 228 261</u>	158	<u>34 427 222</u>	185	<u>192 218 441</u>	212	<u>426 437 042</u>	
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>797 858 153</u>					213	<u>856 336 824</u>	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	214	12 186 250	217		219		221	12 186 250	
Amortissement cumulé	215	(918 625)	218	(318 625)	220	()	222	(1 237 250)	
Valeur comptable nette	216	<u>11 267 625</u>					223	<u>10 949 000</u>	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224		
Immeubles industriels municipaux	225	592 024	1 994 019
Autres	226		
	227	592 024	1 994 019
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	592 024	1 994 019

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230	974 915	467 974
Frais reportés			
- Conception de spectacle	231	227 339	
-	232		
	233	1 202 254	467 974

Note**16. Engagements contractuels**

En vertu d'un protocole d'entente avec des partenaires dans le domaine de la santé et de l'éducation débutant le 1er janvier 2006, la Ville s'est engagée à verser un montant maximal de 15 millions \$ entre 2007 et 2015 sur la base de compensation de taxes, de don ou d'investissement dans la réalisation de projets d'infrastructures des institutions membres du partenariat. Le montant versé selon cette entente au 31 décembre 2010 est de 2 439 185 \$ (1 296 635 \$ en 2009).

La Ville s'est engagée en vertu de contrats de location de locaux administratifs et d'équipements échéant jusqu'en 2017 à verser des loyers totalisant 2 462 738 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ces contrats de location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 854 513 \$ en 2011, à 651 618 \$ en 2012, à 482 854 \$ en 2013, à 271 016 \$ en 2014 et à 196 766 \$ en 2015.

La Ville s'est engagée à verser un montant de 276 315 \$ jusqu'en 2012 à une autre municipalité pour le prêt des services d'un employé.

En vertu d'une convention, la Ville s'est engagée à verser une contribution financière de 298 660 \$ à un organisme pour l'assister dans le remboursement d'un emprunt consenti pour la rénovation d'un centre sportif. Cette contribution sera versée sur une période de 10 ans jusqu'en 2020, majorée des intérêts.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

La Ville, dans le cours normal de ses activités, s'est engagée envers différents entrepreneurs par contrats échéant jusqu'en 2030 pour les services suivants :

Achat d'essence, de gaz naturel et de combustibles	4 873 788 \$
Entretien hivernal du réseau routier	3 443 033 \$
Service de marquage de la chaussée	355 302 \$
Collecte et enfouissement des matières résiduelles	4 955 249 \$
Exploitation de la station d'épuration	2 948 585 \$
Services d'élagage, d'abattage et de déboisement	3 484 807 \$
Achat de poteaux de bois traité	938 241 \$
Entretien des bâtiments	414 932 \$
Exploitation de l'aéroport	125 230 \$
Surveillance des stationnements	326 161 \$
Services informatiques	463 232 \$
Location d'heures pour la pratique de sports de glace	6 172 268 \$
Services de reprographie	642 408 \$
Fournitures diverses	1 801 947 \$

La Ville, par l'entremise de Sherbrooke Innopole, s'est engagée à verser des contributions de 606 448 \$ jusqu'en 2012.

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville assume une responsabilité éventuelle à titre d'endosseur d'emprunts consentis à des organismes ne faisant pas partie de son périmètre comptable pour un montant maximal de 5 227 580 \$. Au 31 décembre 2010, le solde de ces emprunts s'élève à 4 313 383 \$. Advenant que la Ville doive déboursier ces cautions, ces sommes viendront augmenter les charges de l'exercice.

La Ville, par l'entremise de Sherbrooke Innopole, a garanti la dette de certaines entreprises en vertu du programme du Fonds local d'investissement. Le risque maximal en vertu de ces cautions est de 412 062 \$ (481 859 \$ en 2009). Il n'est pas possible pour le moment de déterminer le montant du règlement final de ces garanties. Advenant que l'organisme doive déboursier ces cautions, ces sommes viendront augmenter le déficit du fonds local d'investissement.

b) Auto-assurance

La Ville assume une responsabilité à l'égard de certains litiges ou dommages. À cette fin, la Ville s'est créée une réserve financière et celle-ci s'élève à 2 000 000 \$ au 31 décembre 2010 (1 820 320 \$ en 2009).

c) Poursuites

Au 31 décembre 2010, les réclamations en justice en instance contre la Ville s'élèvent à environ 7 815 500 \$. La Ville conteste ces réclamations. Une provision raisonnable a été inscrite aux livres. Tout paiement pouvant résulter du dénouement de ces éventualités supérieur à la provision serait imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

d) Autres

Risques environnementaux

Les opérations de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne la résultante, son échéance ou son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville mène ses activités en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, sauf pour le coût de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

20. Loi sur l'équité salariale

La Ville de Sherbrooke est soumise à l'application de la Loi sur l'équité salariale (L.R.Q., chapitre E-12.001). Des négociations sont présentement en cours pour permettre d'harmoniser un certain nombre d'échelles de traitement concernant différents groupes d'emplois.

La Ville a provisionné, au 31 décembre 2010, les sommes qu'elle estime nécessaires pour acquitter ses obligations selon la Loi sur l'équité salariale.

21. Emprunt bancaire

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire maximum de 187 630 300 \$, au taux préférentiel, renégociable annuellement.

22. Financement long terme des act. de fonctionnement

	2010	2009
	\$	\$
Déficits des régimes de retraite	5 559 505	2 886 050
Programme de subvention SHQ	2 509 366	2 536 812
Fonds de roulement		3 281 350
Corp.dév. centre-ville Sherbrooke		161 652
	8 068 871	8 865 864

23. Fonds de roulement

Le fonds de roulement est composé des sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement de biens en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de dix ans. La Ville a un fonds de roulement autorisé de 27 381 350 \$.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	15 293 563	9 892 308
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	29 021 122	24 835 695
Montant à pourvoir dans le futur	3 (	52 304 046 ) (	53 962 401)
Financement des investissements en cours	4	(77 632 715)	(48 912 655)
Investissement net dans les éléments à long terme	5	603 317 744	541 216 050
	6	517 695 668	473 068 997

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
- Surplus des anciennes villes	7	654 600	836 000
- Équilibre budgétaire	8	6 726 600	6 818 600
- Surplus des org. contrôlés	9	7 622 760	6 544 780
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14	15 003 960	14 199 380
Réserves financières			
- Auto-assurance	15	2 000 000	1 800 320
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
	20	2 000 000	1 800 320
Fonds réservés			
Fonds de roulement	21	1 344 133	1 293 396
Fonds parcs et terrains de jeux	22	488 736	407 412
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23	117 768	76 916
Société québécoise d'assainissement des eaux	24	113 896	672 382
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25	3 313 493	1 859 827
Fonds d'amortissement	26	5 628 536	3 215 681
Financement des activités de fonctionnement	27		239 000
Autres			
- Fonds réservés FLI - Innopole	28	1 010 600	1 071 381
-	29		
-	30		
-	31		
	32	12 017 162	8 835 995
	33	29 021 122	24 835 695

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ CONSOLIDÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	35 (761 596) ()	(1 162 447)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 (32 726 000) ()	(35 717 000)
Régimes non capitalisés	37 (5 431 000) ()	(5 431 000)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 (3 969 450) ()	(2 067 954)
Autres	39 () ()	()
Régimes non capitalisés	40 (748 000) ()	(522 000)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 (8 668 000) ()	(9 062 000)
Autres		
-	42 () ()	()
-	43 () ()	()
	44 (52 304 046) ()	(53 962 401)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45 22 176 857	23 705 432
Investissements à financer	46 (99 809 572) ()	(72 618 087)
	47 (77 632 715)	(48 912 655)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48 856 336 824	797 858 153
Propriétés destinées à la revente	49 592 024	1 994 019
Prêts	50 338 191	322 342
Placements à titre d'investissement	51 1 005 824	780 868
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53 858 272 863	800 955 382
Éléments de passif		
Dette à long terme	54 255 139 546	268 190 706
Frais reportés liés à la dette à long terme	55 576 795	972 567
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 (23 863 054) ()	(24 456 903)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 () ()	()
	58 231 853 287	244 706 370
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59 23 101 832	15 032 962
	60 254 955 119	259 739 332
	61 603 317 744	541 216 050

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>3</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Sherbrooke parraine trois régimes à prestations déterminées, soit le Régime de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke, le Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Sherbrooke et le Régime complémentaire de retraite des employés réguliers de la Société de transport de la Ville de Sherbrooke. Ces régimes prévoient des prestations basées sur le salaire de fin de carrière.

Les dates de la plus récente évaluation actuarielle sont le 1er juillet 2008 pour le Régime de retraite des employées et employés de la Ville de Sherbrooke, le 31 décembre 2007 pour le Régime de retraite des policiers et policières de la Ville de Sherbrooke et le 31 décembre 2007 pour le Régime complémentaire de retraite des employés réguliers de la Société de transport de la Ville de Sherbrooke.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (32 658 099)	(37 119 549)
Charge de l'exercice	5 (14 333 000)	(12 081 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 13 659 300	16 542 450
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(33 331 799)</u>	<u>(32 658 099)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 323 840 000	308 669 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (394 160 700)	(371 988 700)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (70 320 700)	(63 319 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 36 988 901	30 661 601
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (33 331 799)	(32 658 099)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(33 331 799)</u>	<u>(32 658 099)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>3</u>	<u>3</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 323 840 000	308 669 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (394 160 700)	(371 988 700)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (70 320 700)	(63 319 700)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 15 487 000	14 622 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 15 487 000	14 622 000
Cotisations salariales des employés	22 (7 096 000)	(6 849 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 8 391 000	7 773 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 2 149 000	1 167 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>10 540 000</u>	<u>8 940 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 23 217 000	21 903 000
Rendement espéré des actifs	34 (19 424 000)	(18 762 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 3 793 000	3 141 000
Charge de l'exercice	36 <u>14 333 000</u>	<u>12 081 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 8 454 700	2 112 550
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (19 424 000)	(18 762 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (10 969 300)	(16 649 450)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 16 532 000	15 343 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 313 695 883	286 501 899
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 6,25 %	6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,25 %	6,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 %	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56
	<u>1</u>	<u>1</u>	<u>1</u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville offre à ses retraités (pour la plupart des groupes d'employés) et futurs retraités (pour le groupe des policiers seulement) des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Le Régime comprend de l'assurance-vie et des prestations de soins de santé et de soins dentaires.

La Ville offre également des avantages post-emploi. Ces avantages comprennent une continuité salariale en cas d'invalidité pour les cadres et les élus municipaux, un régime complémentaire aux prestations versées par la CSST ainsi qu'un maintien des avantages sociaux durant les périodes d'invalidité.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (5 953 000)	(5 683 000)
Charge de l'exercice	58 (684 000)	(728 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 458 000	458 000
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>6 179 000</u>)	(<u>5 953 000</u>)
 Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (6 462 000)	(6 258 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 283 000	305 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>6 179 000</u>)	(<u>5 953 000</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 382 000	428 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66 382 000	428 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	()
	68 382 000	428 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 22 000	30 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 404 000	458 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 280 000	270 000
Charge de l'exercice	77 684 000	728 000

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79	15	15

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	4,50 %	4,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2010	2009
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	24	24

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2010	2009
Cotisations des élus au RREM 95	61 392	53 481
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	207 761	180 232
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	207 761	180 232
	207 761	180 232

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	255 716 341
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	99 809 572
Activités de fonctionnement à financer	3	23 101 832
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	39 510 799
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	10 294 097
Débiteurs	9	23 623 054
Autres montants	10	240 000
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	3 864 568
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	380 116 825
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	380 116 825
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	380 116 825
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	101 371 944

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	124 096 600	124 554 401	124 554 401	113 334 543
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	124 096 600	124 554 401	124 554 401	113 334 543
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	8 170 900	8 042 373	8 042 373	7 963 813
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	14 361 700	14 190 950	14 190 950	14 066 172
Matières résiduelles	13		18 427	18 427	6 987 201
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17				
Service de la dette	18	3 059 000	3 028 263	3 028 263	3 360 853
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	25 591 600	25 280 013	25 280 013	32 378 039
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	25 591 600	25 280 013	25 280 013	32 378 039
	26	149 688 200	149 834 414	149 834 414	145 712 582

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 010 000	1 207 221	1 005 810
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	1 010 000	1 207 221	1 005 810
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	5 730 000	5 906 922	5 889 898
Cégeps et universités	33	7 440 000	7 732 542	7 300 050
Écoles primaires et secondaires	34	3 700 000	3 540 455	3 596 013
	35	16 870 000	17 179 919	16 785 961
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39			
	40			
	41	17 880 000	18 387 140	17 791 771
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	470 000	433 915	468 278
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45	470 000	433 915	468 278
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50	397 300	487 212	313 692
	51	397 300	487 212	313 692
	52	18 747 300	19 308 267	18 573 741

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	30 150	30 169	34 450
Sécurité publique				
Police	54	575 150	757 732	1 157 682
Sécurité incendie	55			30 000
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	22 000	42 951	47 983
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		1 132 443	1 055 043
Transport adapté	62		2 283 939	2 283 879
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68			
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70	84 050	243 181	267 835
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	455 000	1 236 408	627 921
Tri et conditionnement	74		167 960	167 278
Autres	75			
Autres	76	871 500	1 013 201	1 153 701
Cours d'eau	77	255 550	39 635	39 635
Protection de l'environnement	78	26 100	100 628	361 964
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80	260 000	72 193	32 111
Sécurité du revenu	81	193 750		
Autres	82		412 920	409 740
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	191 700	790 537	442 541
Promotion et développement économique	85	1 231 300	1 317 087	2 127 488
Autres	86	20 000	2 000	2 507
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	40 500	81 636	14 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	447 450	459 502	361 430
Autres	89	255 500	232 979	558 593
Réseau d'électricité	90			
	91	4 959 700	6 830 759	11 175 781

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92	(12 742)	(12 742)	
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94	(23 456)	(23 456)	23 456
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	14 135 985	14 135 985	1 091 613
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		2 050 954	4 793 628
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104	2 051 081	2 051 081	
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	3 855 000		
Réseau de distribution de l'eau potable	108	5 700 000	3 223 293	4 487 833
Traitement des eaux usées	109	2 701 676	737 633	3 950 496
Réseaux d'égout	110	1 720 000	2 503 924	588 681
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111		79 123	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113		230 349	
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116	37 898		
Protection de l'environnement	117			
Autres	118	220 000		
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122	(16 890)	(16 890)	
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124	2 793 618	2 793 618	172 998
Autres	125		19 464	
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	8 974 647	8 974 647	2 753 627
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	14 234 574	34 367 093	17 862 332

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134	23 900	22 534	265 031
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	6 910 950	6 802 081	5 878 047
Programme d'aide financière aux MRC	137	121 200	44 275	89 222
Autres	138			
	139	7 056 050	6 868 890	6 232 300
TOTAL DES TRANSFERTS	140	26 250 324	48 066 742	35 270 413

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143		506	
	144		506	
Sécurité publique				
Police	145	35 000	51 682	56 413
Sécurité incendie	146	50 300	50 681	58 153
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	85 300	102 363	114 566
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160		62 967	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161	13 000	8 010	15 150
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164	74 250		
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167		58 305	102 432
	168	87 250	66 315	117 582
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177	16 000		
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180	16 000		
Réseau d'électricité	181			
	182	188 550	168 678	232 151
				232 148

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale	183	693 300	566 417	566 417	551 624
Sécurité publique	184	843 600	1 063 067	1 063 067	934 613
Transport					
Réseau routier	185	1 657 800	2 040 082	2 040 082	2 419 611
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	186			8 040 979	7 815 699
Transport adapté	187			390 500	358 102
Transport scolaire	188				
Autres	189				
Autres	190	400			
Hygiène du milieu	191	302 900	1 030 568	2 014 071	1 273 625
Santé et bien-être	192				
Aménagement, urbanisme et développement	193	46 500	130 326	452 095	356 684
Loisirs et culture	194	1 465 700	1 644 262	4 456 310	3 346 035
Réseau d'électricité	195	146 641 900	143 018 022	143 018 022	144 496 251
	196	151 652 100	149 492 744	162 041 543	161 552 244
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	151 840 650	149 661 422	162 273 694	161 784 392
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	198	758 500	972 941	972 941	806 783
Droits de mutation immobilière	199	6 379 100	6 614 359	6 614 359	6 509 985
Droits sur les carrières et sablières	200		40 852	40 852	76 916
Autres	201				
	202	7 137 600	7 628 152	7 628 152	7 393 684
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	5 497 500	5 673 003	5 673 003	5 468 491
INTÉRÊTS	204	800 000	1 457 301	1 489 994	1 820 790
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205		147 926	178 456	(4 203 374)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206	1 775 000	703 098	703 098	526 500
Gain (perte) sur cession de placements	207				
Contributions des promoteurs	208		3 105 421	3 105 421	10 467 430
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			2 608 439	2 606 928
Contributions des organismes municipaux	210				
Autres	211	90 000	477 901	854 117	2 166 054
	212	1 865 000	4 434 346	7 449 531	11 563 538

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	2 743 100	2 635 202		2 635 202	2 635 202	2 215 994
Application de la loi	2	2 795 550	2 268 511		2 268 511	2 268 511	2 406 845
Gestion financière et administrative	3	16 084 545	14 878 996		14 878 996	14 878 996	14 055 792
Greffe	4	1 627 655	1 561 262		1 561 262	1 561 262	2 430 358
Évaluation	5	1 669 100	1 560 370		1 560 370	1 560 370	1 518 142
Gestion du personnel	6	3 927 750	3 809 991		3 809 991	3 809 991	3 770 112
Autres	7	3 097 798	4 417 426	1 483 782	5 901 208	5 658 467	4 232 441
	8	31 945 498	31 131 758	1 483 782	32 615 540	32 372 799	30 629 684
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	29 256 112	29 151 897	567 715	29 719 612	29 719 612	28 854 434
Sécurité incendie	10	15 049 439	15 883 559	377 682	16 261 241	16 261 241	14 335 388
Sécurité civile	11	41 250	202 604	12 766	215 370	215 370	96 105
Autres	12	1 157 350	1 117 482		1 117 482	1 117 482	979 501
	13	45 504 151	46 355 542	958 163	47 313 705	47 313 705	44 265 428
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	6 091 345	6 359 280	9 096 810	15 456 090	15 456 090	13 759 043
Enlèvement de la neige	15	10 041 409	7 932 625	146 725	8 079 350	8 079 350	8 646 668
Éclairage des rues	16	2 583 700	2 697 150	136 129	2 833 279	2 833 279	2 657 770
Circulation et stationnement	17	1 676 294	1 475 888	240 514	1 716 402	1 716 402	1 700 600
Transport collectif							
Transport en commun	18	12 450 000	12 450 000	24 394	12 474 394	27 022 670	25 623 842
Transport aérien	19	187 296	162 521	11 230	173 751	173 751	175 358
Transport par eau	20						
Autres	21	3 537 053	3 878 578		3 878 578	3 878 578	3 555 900
	22	36 567 097	34 956 042	9 655 802	44 611 844	59 160 120	56 119 181

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 966 929	1 874 650	250 844	2 125 494	1 950 277
Réseau de distribution de l'eau potable	24	5 238 773	6 396 433	1 511 612	7 908 045	7 238 498
Traitement des eaux usées	25	5 973 448	5 312 215	4 246 665	9 558 880	9 553 307
Réseaux d'égout	26	3 555 678	3 282 555	2 441 827	5 724 382	5 383 902
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	2 532 079	2 345 347	63 984	2 409 331	2 259 837
Élimination	28	2 680 771	2 378 327	127 590	2 505 917	2 340 358
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	2 359 072	2 112 256	237 962	2 350 218	2 670 598
Tri et conditionnement	30	518 720	518 714		518 714	574 341
Matières organiques						
Collecte et transport	31	1 916 950	1 907 396		1 907 396	1 808 023
Traitement	32	1 437 541	998 371		998 371	975 714
Matériaux secs	33	319 173	310 563		310 563	175 314
Autres	34	2 772 598	2 200 818		2 200 818	2 195 549
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37			234 060	234 060	77 758
Protection de l'environnement	38	202 150	190 848	753 375	944 223	1 422 472
Autres	39			36 555	36 555	37 971
	40	31 473 882	29 828 493	9 904 474	39 732 967	38 663 919
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	1 744 400	1 907 303		1 907 303	2 662 635
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	63 600	63 600		63 600	63 597
	44	1 808 000	1 970 903		1 970 903	2 726 232
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	6 144 200	5 970 638	914 975	6 885 613	6 327 771
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					313 840
Autres biens	47	58 450	44 851	163 840	208 691	44 936
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	6 367 650	6 593 716	989 217	7 582 933	2 841 554
Tourisme	49	32 950	27 370		27 370	974 652
Autres	50					1 925 024
Autres	51	4 192 820	5 816 785	34 020	5 850 805	8 224 078
	52	16 796 070	18 453 360	2 102 052	20 555 412	20 651 855

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2010	Réalizations 2010			Réalizations 2010	Réalizations 2009
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	1 321 811	1 220 641	1 220 641	1 220 641	1 117 068
Patinoires intérieures et extérieures	54	10 463 939	9 141 647	9 141 647	9 141 647	9 389 795
Piscines, plages et ports de plaisance	55	909 048	1 046 878	1 046 878	1 046 878	973 933
Parcs et terrains de jeux	56	5 705 559	6 213 352	6 213 352	6 213 352	6 250 353
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	159 183	135 280	135 280	135 280	138 979
Autres	59	4 770 213	4 048 455	1 654 971	5 703 426	5 217 869
	60	23 329 753	21 806 253	1 654 971	23 461 224	23 087 997
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	3 406 982	3 397 409	165 717	3 563 126	3 356 380
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63	32 150	29 648	29 648	29 648	29 681
Autres ressources du patrimoine	64	34 497	34 109	34 109	34 109	32 349
Autres	65	2 552 570	2 535 546	203 000	2 738 546	4 148 953
	66	6 026 199	5 996 712	368 717	6 365 429	7 567 363
	67	29 355 952	27 802 965	2 023 688	29 826 653	30 655 360
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68	107 679 600	105 709 261	4 784 157	110 493 418	111 754 236
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	13 532 150	11 245 678		11 245 678	14 032 600
Autres frais	70	671 400	432 008		432 008	643 705
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	3 557 000	3 837 000		3 837 000	3 411 000
Autres	72	722 000	1 014 331		1 014 331	370 235
	73	18 482 550	16 529 017		16 529 017	18 457 540
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	29 137 297	30 912 118	(30 912 118)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes non consolidés	32
Revenus admissibles non consolidés	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Sherbrooke

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de Ville de Sherbrooke (ci-après la « Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilités de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Sherbrooke

DATE 2011-06-20

Dernière modification avant dépôt : 2011-06-20 11:21:31

Dernière modification : 2011-06-20 11:21:31

Réservé au ministère

517 695 668	44 626 671	130 059 877	1,2323
-------------	------------	-------------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>152 424 284</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	1 210 398
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	1 254 220
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	125 252
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>2 589 870</u>
Revenus de taxes	11	<u>149 834 414</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes		1	149 834 414
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	125 252
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>149 959 666</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	19 899 789	
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>19 899 789</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>130 059 877</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	<u>10 474 143 800</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	<u>10 633 883 400</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>10 554 013 600</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>130 059 877</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>10 554 013 600</u>
Taux global de taxation réel de 2010	6	<input type="text" value=""/> <input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="3"/> <input type="text" value="2"/> <input type="text" value="3"/> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	300 000	3 226 406	8 140 136
Usines de traitement de l'eau potable	2	4 955 000		21 430
Usines et bassins d'épuration	3	3 155 000	1 421 863	3 948 510
Conduites d'égout	4	3 485 000	3 147 015	5 228 225
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	160 000	106 616	249 872
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	9 555 000	12 962 256	21 069 929
Ponts, tunnels et viaducs	7	2 700 000	8 650 000	315 955
Système d'éclairage des rues	8		509	5 194
Aires de stationnement	9	450 000	225 359	67 567
Parcs et terrains de jeux	10	3 095 000	1 206 457	1 225 716
Autres infrastructures	11	6 858 300	9 143 648	376 097
Réseau d'électricité	12	12 931 500	12 945 041	13 004 916
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	7 912 000	4 745 619	4 987 047
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 851 000	17 881 935	4 420 368
Améliorations locatives	15		9 964	
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16		3 709 950	2 981 902
Autres	17	4 699 000	6 220 141	3 829 352
Ameublement et équipement de bureau	18	1 452 500	3 090 792	5 945 486
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 230 000	748 110	1 481 566
Terrains	20	100 000	386 518	2 171 458
Autres	21	1 710 000	509 690	1 017 972
	22	66 599 300	86 617 975	80 488 698

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		2 636 186	6 174 551
Usines de traitement de l'eau potable	24			21 430
Usines et bassins d'épuration	25		1 385 521	3 948 510
Conduites d'égout	26		2 069 462	1 494 399
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27		590 220	1 965 585
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29		36 342	
Conduites d'égout	30		1 077 553	3 733 826
	31		7 795 284	17 338 301

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	250 251 146	24	3 995 000	47	32 456 403	70	221 789 743
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	5 204 875	26	16 568 000	49	1 491 550	72	20 281 325
Organismes municipaux	4		27		50		73	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	12 092 894	28		51	48 028	74	12 044 866
Autres	6	1 614 358	29	101 428	52	115 379	75	1 600 407
	7	269 163 273	30	20 664 428	53	34 111 360	76	255 716 341
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31		54		77	
Réserves financières et fonds réservés	9	7 228 672	32	4 181 655	55	1 116 230	78	10 294 097
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	44 644 713	33		56	14 991 254	79	29 653 459
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	192 832 985	34	18 178 098	57	19 105 352	80	191 905 731
De la municipalité (Société de transport en commun)	12		35		58		81	
	13	244 706 370	36	22 359 753	59	35 212 836	82	231 853 287
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	23 551 684	37	2 384 902	60	3 196 935	83	22 739 651
Organismes municipaux	15	696 644	38		61	56 017	84	640 627
Autres tiers	16	208 575	39	101 428	62	67 227	85	242 776
Autres	17		40	300 000	63	60 000	86	240 000
	18	24 456 903	41	2 786 330	64	3 380 179	87	23 863 054
Prêts	19		42		65		88	
	20	24 456 903	43	2 786 330	66	3 380 179	89	23 863 054
	21	269 163 273	44	25 146 083	67	38 593 015	90	255 716 341
Déduire								
Dettes en cours de refinancement	22		45		68		91	
	23	269 163 273	46	25 146 083	69	38 593 015	92	255 716 341

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale					
Application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3				
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	12 450 000	12 450 000		
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	510 600	518 714		
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité					
	24				
	25	12 960 600	12 968 714		

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année ²		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total ¹
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	195,30	11	35	18	16 577 104	28	4 290 437	38	20 867 541
Professionnels	2		12		19		29		39	
Cols blancs	3	459,10	13	33,75	20	21 065 424	30	5 452 091	40	26 517 515
Cols bleus	4	646,60	14	40	21	27 288 156	31	7 062 640	41	34 350 796
Policiers	5	198,20	15	40	22	16 282 229	32	4 214 119	42	20 496 348
Pompiers	6	128,50	16	42	23	10 094 421	33	2 612 609	43	12 707 030
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
	8	1 627,70			25	91 307 334	35	23 631 896	45	114 939 230
Élus	9	24,00			26	1 405 637	36	374 901	46	1 780 538
	10	1 651,70			27	92 712 971	37	24 006 797	47	116 719 768

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert					
		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada		Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48		52		56	
Réseau de distribution de l'eau potable	49	1 028 277	53	2 195 016	57	3 223 293
Traitement des eaux usées	50	611 404	54	369 410	58	980 814
Réseaux d'égout	51	741 039	55	1 762 885	59	2 503 924

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	2 268 511	27		53	2 268 511	79	82 963	105	2 185 548	131	
Évaluation	2	1 560 370	28		54	1 560 370	80	179 821	106	1 380 549	132	
Autres	3	27 302 877	29	1 483 782	55	28 786 659	81	303 633	107	28 483 026	133	684 557
	4	31 131 758	30	1 483 782	56	32 615 540	82	566 417	108	32 049 123	134	684 557
Sécurité publique												
Police	5	29 151 897	31	567 715	57	29 719 612	83	838 972	109	28 880 640	135	261 921
Sécurité incendie	6	15 883 559	32	377 682	58	16 261 241	84	326 458	110	15 934 783	136	174 248
Sécurité civile	7	202 604	33	12 766	59	215 370	85		111	215 370	137	5 890
Autres	8	1 117 482	34		60	1 117 482	86		112	1 117 482	138	
	9	46 355 542	35	958 163	61	47 313 705	87	1 165 430	113	46 148 275	139	442 059
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	6 359 280	36	9 096 810	62	15 456 090	88	1 685 112	114	13 770 978	140	4 196 897
Enlèvement de la neige	11	7 932 625	37	146 725	63	8 079 350	89	335 426	115	7 743 924	141	67 693
Autres	12	4 173 038	38	376 643	64	4 549 681	90	19 544	116	4 530 137	142	173 768
Transport collectif	13	12 612 521	39	35 624	65	12 648 145	91		117	12 648 145	143	16 435
Autres	14	3 878 578	40		66	3 878 578	92		118	3 878 578	144	
	15	34 956 042	41	9 655 802	67	44 611 844	93	2 040 082	119	42 571 762	145	4 454 793
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	1 874 650	42	250 844	68	2 125 494	94		120	2 125 494	146	115 729
Réseau de distribution de l'eau potable	17	6 396 433	43	1 511 612	69	7 908 045	95		121	7 908 045	147	697 396
Traitement des eaux usées	18	5 312 215	44	4 246 665	70	9 558 880	96	35 460	122	9 523 420	148	1 959 238
Réseaux d'égout	19	3 282 555	45	2 441 827	71	5 724 382	97	773 970	123	4 950 412	149	1 126 559
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	4 723 674	46	191 574	72	4 915 248	98	268 123	124	4 647 125	150	88 384
Matières recyclables	21	8 048 118	47	237 962	73	8 286 080	99		125	8 286 080	151	109 786
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49	234 060	75	234 060	101		127	234 060	153	107 986
Protection de l'environnement	24	190 848	50	753 375	76	944 223	102		128	944 223	154	347 577
Autres	25		51	36 555	77	36 555	103	19 330	129	17 225	155	16 865
	26	29 828 493	52	9 904 474	78	39 732 967	104	1 096 883	130	38 636 084	156	4 569 520

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	1 907 303	172		187	1 907 303	202		217	1 907 303	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	63 600	174		189	63 600	204		219	63 600	234	
	160	1 970 903	175		190	1 970 903	205		220	1 970 903	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	5 970 638	176	914 975	191	6 885 613	206	130 326	221	6 755 287	236	422 132
Rénovation urbaine	162	44 851	177	163 840	192	208 691	207		222	208 691	237	75 589
Promotion et développement économique	163	6 621 086	178	989 217	193	7 610 303	208		223	7 610 303	238	456 384
Autres	164	5 816 785	179	34 020	194	5 850 805	209		224	5 850 805	239	15 695
	165	18 453 360	180	2 102 052	195	20 555 412	210	130 326	225	20 425 086	240	969 800
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	21 806 253	181	1 654 971	196	23 461 224	211	1 425 625	226	22 035 599	241	763 536
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	3 397 409	182	165 717	197	3 563 126	212	218 637	227	3 344 489	242	76 455
Autres	168	2 599 303	183	203 000	198	2 802 303	213		228	2 802 303	243	93 657
	169	27 802 965	184	2 023 688	199	29 826 653	214	1 644 262	229	28 182 391	244	933 648
Réseau d'électricité												
	170	105 709 261	185	4 784 157	200	110 493 418	215	143 018 022	230	(32 524 604)	245	4 474 640
	171	296 208 324	186	30 912 118	201	327 120 442	216	149 661 422	231	177 459 020	246	16 529 017

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1	5 862 549	5 259 449
Charges sociales	2	932 113	784 145
Biens et services	3	79 750 174	67 226 973
Frais de financement	4		
Autres	5	73 139	261 850
	6	86 617 975	73 532 417

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	9 892 308	8 350 597
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	9 892 308	8 350 597
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	11 613 519	7 777 452
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6	208 436	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7	(6 726 600)	(6 818 600)
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9	305 900	582 859
	10	5 401 255	1 541 711
Solde à la fin de l'exercice	11	15 293 563	9 892 308
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	17 037 545	21 939 065
Redressement aux exercices antérieurs	13		63 755
Solde redressé au début de l'exercice	14	17 037 545	22 002 820
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15	1 061 017	(5 122 821)
Activités d'investissement	16	(8 850 785)	(7 431 360)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17	6 726 600	6 818 600
Financement des investissements en cours	18	4 227 784	770 306
	19	3 164 616	(4 965 275)
Solde à la fin de l'exercice	20	20 202 161	17 037 545

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010	2009
Montant à pouvoir dans le futur			
Solde au début de l'exercice	21	(52 072 240)	(53 454 485)
Redressement aux exercices antérieurs	22		(16 537)
Solde redressé au début de l'exercice	23	(52 072 240)	(53 471 022)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	24	())	())
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25	(1 901 496)	(2 067 954)
Autres	26	())	())
Régimes non capitalisés	27	(226 000)	(270 000)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	28	())	())
	29	())	())
	30	(2 127 496)	(2 337 954)
Diminution de l'exercice	31	3 613 790	3 736 736
	32	1 486 294	1 398 782
Solde à la fin de l'exercice	33	(50 585 946)	(52 072 240)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	34	(48 366 094)	(26 718 066)
Redressement aux exercices antérieurs	35		
Solde redressé au début de l'exercice	36	(48 366 094)	(26 718 066)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37	(20 235 156)	(19 454 183)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38	(1 876 035)	(840 680)
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	(305 900)	(582 859)
	40	(4 227 784)	(770 306)
	41	(26 644 875)	(21 648 028)
Solde à la fin de l'exercice	42	(75 010 969)	(48 366 094)
Investissement net dans les éléments à long terme			
Solde au début de l'exercice	43	521 466 451	471 087 436
Redressement aux exercices antérieurs	44		(679 455)
Solde redressé au début de l'exercice	45	521 466 451	470 407 981
Variation de l'exercice	46	59 006 898	51 058 470
Solde à la fin de l'exercice	47	580 473 349	521 466 451

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>27 381 350</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>27 381 350</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>27 381 350</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 677 838						1 677 838
Montant réservé pour le service de la dette				1 587 262	137 208		1 450 054
	1 677 838			1 587 262	137 208		3 127 892

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1	77 159 300	72 656 941
Générale et institutionnelle	2	47 409 000	45 784 834
Industrielle	3	12 553 900	13 542 339
Autres	4	7 773 700	8 618 339
Autres revenus	5	1 746 000	2 415 569
	6	146 641 900	143 018 022
Charges			
Achat d'énergie	7	96 615 750	94 803 295
Taxe sur le revenu brut	8		96 093 891
Frais d'exploitation	9	13 117 950	13 066 753
Autres frais	10	4 358 900	4 420 900
Frais de financement	11	4 767 350	4 474 640
Amortissement des immobilisations	12		4 784 157
	13	118 859 950	121 404 475
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(6 413 000)	(6 436 417)
	15	112 446 950	114 968 058
	16	34 194 950	27 843 998
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		4 784 157
Produit de cession	18		4 304 091
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		4 784 157
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		555 950
Remboursement de la dette à long terme	23	(8 756 550)	(8 756 554)
	24	(8 756 550)	(8 200 604)
Affectations			
Activités d'investissement	25	(100 000)	(100 000)
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27	(1 080 650)	(1 156 740)
Montant à pourvoir dans le futur	28		(69 250)
Financement des investissements en cours	29		2 778
	30	(1 180 650)	(1 323 212)
	31	(9 937 200)	(4 739 659)
	32	24 257 750	22 701 396

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Taxes sur la valeur foncière	Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales	
Taxe foncière générale (taux unique)	1 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>	
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)	
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28 <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[] [] [] [] , [] []	\$
Égout	2	[] [] [] [] , [] []	\$
Eau et égout	3	[] [] [] [] , [] []	\$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] [] , [] []	\$
Matières résiduelles	5	[] [] [] [] , [] []	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Dégrèvement - amortissement annuel	,0500	7	% Fardeau fiscal 2004
Supplément - amortissement annuel	,0081	7	% Fardeau fiscal 2004
Eau - imm. rés 1 à 4 logements	102,5000	4	
Eau - imm. rés 5 logements et +	90,2500	4	
Eau - imm. rés 5 chambres et +	27,6500	4	
Eau - imm. rés . Locaux commerciaux	102,5000	4	
Eau -INR avec compteur -tarif abonnement	30,6500	4	
Eau -INR avec compteur - consommation	,3025	7	du mètre cube
Assainis - imm rés 1 à 4 logements	184,5000	4	
Assainis - imm rés 5 logements et +	162,8500	4	
Assainis - imm rés 5 chambres et +	49,2500	4	
Assainis - imm rés . Locaux commerciaux	184,5000	4	
Assainis - en milieu rural	78,9000	7	par logement équivalent
Assainis - INR avec compteur - consommat	,4100	7	du mètre cube

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7	3 706 361 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8	532 000 \$	
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input checked="" type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	1 210 398 \$	
b) autres formes d'aide	12	\$	
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	154 322 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	\$	
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 145, rue Wellington Nord
(no) (rue)
Sherbrooke (Québec) J1H 5C1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 821-5490
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 822-6091
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finances@ville.sherbrooke.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Monsieur François Poulette, CGA, M.A.

Téléphone (819) 821-5490
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 822-6091
(ind. rég.) (numéro)

Courriel francois.poulette@ville.sherbrooke.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thornton SENCRL

Titre Comptables agréés

Adresse 455, rue King Ouest, bureau 500
(no) (rue)
Sherbrooke J1H 6G4
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 822-4000
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 821-3640
(ind. rég.) (numéro)

Courriel paquin.alain@rcgt.com

Responsable du dossier Alain Paquin, FCA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom Claude Cournoyer, CGA, MBA

Titre Vérificateur général

Adresse 234, rue Dufferin, bureau 415, C.P. 610
(no) (rue)
Sherbrooke J1H 5H9
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 821-1942
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 821-1944
(ind. rég.) (numéro)

Courriel claudc.cournoyer@ville.sherbrooke.qc.ca

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010	1	.....
Facteur comparatif	2	.....
Valeur uniformisée	3	_____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____ (Nom) _____ (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-06-20 11:21:31

Dernière modification : 2011-06-20 11:21:31

Réservé au ministère

517 695 668	44 626 671	130 059 877	1,2323
-------------	------------	-------------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
 (Nom)
 de Sherbrooke _____ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 44 626 671 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 130 059 877 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-06-20 11:21:31

Dernière modification : 2011-06-20 11:21:31

Réservé au ministère

517 695 668	44 626 671	130 059 877	1,2323
-------------	------------	-------------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage
Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000 B) 6 800 000 C) 6 500 000 D) 1,4444

- A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)
- B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)
- C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)
- D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)